

Vu l'arrêté ministériel du 10 septembre 2002 fixant les organigrammes des établissements scientifiques fédéraux relevant du Ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions;

Vu la proposition formulée par la Directrice générale de l'établissement;

Vu l'avis du Conseil scientifique de l'Institut royal du Patrimoine artistique, donné le 11 juin 2009 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 août 2009,

Considérant qu'il y a adéquation entre les missions organiques de l'établissement et la proposition d'organigramme formulée par la Directrice générale de l'Institut,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'organigramme de l'Institut royal du Patrimoine artistique:

- 1° une direction générale ;
- 2° une direction d'appui;
- 3° quatre directions opérationnelles thématiques, à savoir:
  - Documentation
  - Laboratoires
  - Conservation - Restauration
  - Valorisation – Communication.

**Art. 2.** L'article 1<sup>er</sup>, 10°, de l'arrêté ministériel du 10 septembre 2002 fixant les organigrammes des établissements scientifiques fédéraux relevant du Ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions est abrogé.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 4.** Le Président du Service public fédéral de programmation Politique scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 septembre 2009.

Mme S. LARUELLE

Gelet op het ministerieel besluit van 10 september 2002 tot vaststelling van de organogrammen van de federale wetenschappelijke instellingen die ressorteren onder de Minister tot wiens bevoegdheid het Wetenschapsbeleid behoort;

Gelet op het voorstel van de Algemeen Directeur van de instelling;

Gelet op het advies van de Wetenschappelijke raad van het Koninklijk Instituut voor het Kunstpatrimonium, gegeven op 11 juni 2009;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 augustus 2009,

Overwegende dat de organieke opdrachten van de instelling en het voorstel van organogram van de Algemeen Directeur van het Instituut op elkaar zijn afgestemd,

Besluit :

**Artikel 1.** Het organogram van het Koninklijk Instituut voor het Kunstpatrimonium wordt vastgelegd als volgt:

- 1° een algemene directie;
- 2° een ondersteunende dienst;
- 3° vier operationele thematische directies, te weten:
  - Documentatie
  - Laboratoria
  - Conservatie - Restauratie
  - Valorisatie – Communicatie.

**Art. 2.** Artikel 1, 10°, van het ministerieel besluit van 10 september 2002 tot vaststelling van de organogrammen van de federale wetenschappelijke instellingen die ressorteren onder de Minister tot wiens bevoegdheid het Wetenschapsbeleid behoort wordt opgeheven.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand waarop het in *het Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 4.** De Voorzitter van de Programmatorische federale Overheidsdienst Wetenschapsbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 september 2009.

Mevr. S. LARUELLE

## GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

#### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 3482

[C – 2009/29548]

**14 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2001 portant exécution du décret du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le décret du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale, tel que modifié par les décrets du 28 avril 2004 et du 19 février 2009;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2001 portant exécution du décret du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 mars 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 mars 2009;

Vu l'avis 46.314/4 du Conseil d'Etat, donné le 29 avril 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre ayant l'aide aux détenus dans ses attributions;  
Après délibération;  
Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2001 portant exécution du décret du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale, modifié par l'arrêté du 10 juin 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 4° est remplacé par la disposition suivante :

« 4° service d'aide sociale aux détenus : le service d'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale; »;

2° le point 5° est abrogé;

3° un point 7° rédigé comme suit est inséré :

« 7° service : le service d'aide sociale aux détenus ou le service-lien. ».

**Art. 2.** A l'article 3 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « d'agrément » sont remplacés par les termes « en vue d'obtenir l'agrément en tant que service d'aide sociale aux détenus »;

2° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 6°, 7°, 11° et 12° : les termes « ou service-lien » sont supprimés;

3° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 9°, les termes « bénévoles » sont remplacés par les termes « volontaires »;

4° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 10°, 11° et 12°, les termes « d'aide sociale aux détenus » sont insérés après les termes « le service »;

5° le § 1bis est remplacé par la disposition suivante :

« La demande en vue d'obtenir l'agrément en tant que service-lien est introduite, sous pli recommandé à la poste, auprès de l'administration. Une copie en est adressée au Ministre.

Le dossier de demande d'agrément comprend :

1° une note établissant de manière circonstanciée la nécessité du service-lien, ses objectifs, la méthode de travail utilisée, le type d'aide proposée, les collaborations à développer avec les institutions pouvant contribuer à aider les détenus et leurs proches notamment avec les services d'aide sociale aux détenus dans le cadre de leur mission visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 9°, du décret, ainsi que la planification de l'action en vue de son exécution;

2° les statuts du pouvoir organisateur;

3° la description des tâches assumées par le service-lien et des modalités selon lesquelles il assume la supervision du personnel et l'évaluation de son action;

4° la composition des organes d'administration;

5° l'identité de la personne représentant le service-lien et ses coordonnées;

6° l'adresse du service-lien;

7° les noms, titres, diplômes et fonctions des membres du personnel;

8° une copie des contrats de travail passés avec les membres du personnel et des conventions passées avec les volontaires;

9° l'indication du ou des établissement(s) desservi(s) par le service-lien;

10° l'indication des autres sources de subside éventuelles du service-lien;

11° les jours et heures d'ouverture du service-lien;

12° le règlement d'ordre intérieur. ».

6° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« En cas de renouvellement d'agrément, le dossier introduit par le service d'aide sociale aux détenus comporte une note globale actualisant les documents visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1°, et 2°, et une actualisation des documents visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3° à 13°.

En cas de renouvellement d'agrément, le dossier introduit par le service-lien comporte une actualisation de la note globale visée au § 1bis, alinéa 2, 1°, ainsi qu'une actualisation des documents visés au § 1bis, alinéa 2, 2° à 12°. ».

**Art. 3.** L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« L'administration accuse réception du dossier complet au service dans les dix jours de la réception de la demande.

Le cas échéant, elle informe le service que la demande n'est pas complète et réclame au service les pièces ou informations manquantes.

Dans les quinze jours de la réception des pièces ou informations manquantes, l'administration adresse au service un courrier lui signalant que sa demande est complète. ».

**Art. 4.** A l'article 5 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « visé à l'article 4 » sont remplacés par les termes « signalant que la demande est complète »;

2° l'alinéa 2 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« A défaut, la procédure est poursuivie. ».

**Art. 5.** A l'article 6 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « de la réception de l'avis de la Commission. » sont remplacés par les termes « , soit de la réception de l'avis de la Commission, soit à dater du jour où, en application de l'article 5, alinéa 2, la procédure est poursuivie. »;

2° à l'alinéa 2, les termes « par le Ministre » sont insérés après les termes « La décision est notifiée » et les termes « ou service-lien » sont supprimés.

**Art. 6.** L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Au plus tard six mois avant la fin de l'agrément à l'essai d'un service, l'administration adresse au Ministre un rapport circonstancié concernant le fonctionnement du service.

Sur base de ce rapport, le Ministre prolonge ou non l'agrément délivré à l'essai.

Au cas où l'administration transmet un rapport négatif sur le service, le Ministre en avertit ce dernier par lettre recommandée à la poste au plus tard trois mois avant la fin de l'agrément à l'essai et sollicite simultanément la Commission afin que celle-ci lui communique un avis. Celle-ci dispose d'un mois à dater de la réception de la demande du Ministre pour rendre son avis. A défaut de rendre l'avis dans ce délai, la procédure est poursuivie.

Sur base de ces avis, le Ministre notifie sa décision au service au plus tard un mois avant la fin de l'agrément à l'essai. ».

**Art. 7.** L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque le Ministre décide de retirer l'agrément sur base d'un rapport de l'administration, il en informe le service par lettre recommandée à la poste. Ce courrier indique les motifs justifiant le retrait.

Le service dispose d'un délai de trente jours à dater de l'envoi de ce courrier pour transmettre ses observations écrites au Ministre. ».

**Art. 8.** L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le courrier visé à l'article 9 ainsi que les observations éventuelles du service sont transmis à la Commission dans le mois suivant la réception de ces observations ou suivant l'écoulement du délai visé à l'article 9, alinéa 2. ».

**Art. 9.** A l'article 11 du même arrêté, les termes « la proposition de retrait visée » sont remplacés par les termes « des documents visés ».

**Art. 10.** A l'article 12 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par la disposition suivante « ou au plus tard endéans les six mois de la date de réception par le service de la lettre visée à l'article 9, alinéa 1 »;

2° au 2<sup>e</sup> alinéa, les termes « par le Ministre » sont insérés après les termes « est notifiée » et les termes « ou service-lien » sont supprimés.

**Art. 11.** A l'article 13 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au 2<sup>e</sup> alinéa, les termes « dans les deux mois » sont remplacés par les termes « dans les quinze jours ouvrables »;

2° le 2<sup>e</sup> alinéa est complété par la disposition suivante : « Ce délai ne court toutefois pas en juillet et août. »;

3° un 4<sup>e</sup> alinéa rédigé comme suit est inséré : « Le requérant est entendu par le Gouvernement ou par l'administration sur délégation du Gouvernement. Un procès-verbal d'audition est établi et signé par les deux parties. ».

**Art. 12.** L'article 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« La décision du Gouvernement est notifiée par lettre recommandée au service dans les trois mois de la date d'introduction du recours visé à l'article 13. ».

**Art. 13.** Dans le même arrêté, sont insérés, après l'article 14, une Section 3/1 et un article 14/1 rédigés comme suit :

« Section 3/1. — De la fin de l'agrément en tant que service d'aide sociale aux détenus

Art. 14/1. L'agrément et les subventions qui en découlent octroyés au service d'aide sociale aux détenus prennent fin lorsque l'établissement situé dans l'arrondissement judiciaire où il exerce ses activités est désaffecté et a une capacité nulle.

Néanmoins, une subvention calculée sur base des dispositions visées à la Section 2 du Chapitre IV couvrant une période de six mois prenant cours à la date de la fin de l'agrément est octroyée au service d'aide sociale aux détenus afin de couvrir les obligations du service en matière de fermeture et de licenciement.

Pendant la période visée à l'alinéa 2, le service d'aide sociale aux détenus assure en fonction du personnel disponible le suivi adéquat aux personnes qui le contactent, au besoin en réorientant les détenus et leurs proches qui le contactent vers un service d'aide sociale aux détenus d'un arrondissement judiciaire limitrophe. ».

**Art. 14.** A l'article 15 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « et conserver son agrément » sont insérés après les termes « pour être agréé »;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, les termes « certificat d'enseignement secondaire supérieur » sont remplacés par le terme « Baccalauréat »;

3° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les termes « diplôme d'éducateur » sont remplacés par les termes « diplôme de bachelier éducateur »;

4° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les termes « diplôme d'assistant ou d'auxiliaire social ou d'assistant en psychologie » sont remplacés par les termes « diplôme de bachelier assistant ou auxiliaire social ou de bachelier assistant en psychologie »;

5° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, les termes « d'un diplôme de licencié » sont remplacés par les termes « d'un master ou d'une licence »;

6° à l'alinéa 2, les termes « article 5 du décret » sont remplacés par les termes « article 7bis du décret » et les termes « et conserver son agrément » sont insérés après les termes « pour être agréé ».

**Art. 15.** L'article 16 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. En fonction de la capacité en nombre de détenus de l'ensemble des établissements situés dans l'arrondissement judiciaire pour lequel il est agréé, le service d'aide sociale aux détenus relève de la catégorie suivante :

- 1° catégorie A : de 1 à 150 détenus;
- 2° catégorie B : de 151 à 300 détenus;
- 3° catégorie C : de 301 à 450 détenus;
- 4° catégorie D : de 451 à 600 détenus;
- 5° catégorie E : plus de 600 détenus.

La capacité visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est déterminée sur base des chiffres communiqués par le SPF Justice.

§ 2. Lorsqu'un service d'aide sociale aux détenus étend sa collaboration à un autre arrondissement judiciaire, en application de l'article 5, 7°, du décret, une convention de collaboration est passée entre les services d'aide sociale aux détenus concernés, précisant notamment la capacité en nombre de détenus pris en charge par chacun des services d'aide sociale aux détenus. Cette convention est soumise à l'approbation du Ministre, lors de chaque demande ou renouvellement d'agrément.

§ 3. Selon la catégorie dont il relève, le service d'aide sociale aux détenus est tenu d'employer au minimum :

- 1° pour la catégorie A : un équivalent temps plein travailleur social ou licencié;
- 2° pour la catégorie B : 1,5 équivalent temps plein travailleur social ou licencié;
- 3° pour la catégorie C : 2 équivalents temps plein travailleur social ou licencié, dont au moins 0,5 équivalent temps plein licencié;
- 4° pour la catégorie D : 2,5 équivalents temps plein travailleur social ou licencié, dont au moins 0,5 équivalent temps plein licencié et 0,25 équivalent temps plein travailleur administratif;
- 5° pour la catégorie E : 3 équivalents temps plein travailleur social ou licencié, dont au moins un équivalent temps plein licencié et 0,5 équivalent temps plein travailleur administratif.

§ 4. Le service-lien est tenu d'employer au minimum 1 équivalent temps plein travailleur social et un équivalent temps plein licencié. ».

**Art. 16.** Dans le même arrêté est inséré un article 16/1 rédigé comme suit :

« Article 16/1. Dans les limites d'occupation des locaux du ou des établissements où il exerce ses missions, le service d'aide sociale aux détenus assure au sein de ce ou ces établissements une présence d'une durée minimale de :

- pour un service en catégorie A : 12 heures par semaine;
- pour un service en catégorie B : 18 heures par semaine;
- pour un service en catégorie C : 24 heures par semaine;
- pour un service en catégorie D : 30 heures par semaine;
- pour un service en catégorie E : 36 heures par semaine.

Pendant les périodes de congés légaux, une présence d'une durée minimale de 4 heures par semaine est assurée par les services d'aide sociale aux détenus en catégorie A et B et de 12 heures pour les services d'aide sociale aux détenus en catégorie C, D et E, dans les limites des congés des membres du personnel. ».

**Art. 17.** Dans le même arrêté sont insérés, après l'article 16/1, un Chapitre III/1 et un article 16/2 rédigés comme suit :

« CHAPITRE III/1. — Des modalités d'intervention du service dans le cadre de la mission visée aux articles 3, § 1, 9°, § 2, 7°, ou 3bis du décret

Art. 16/2. Le service qui exerce la mission visée aux articles 3, § 1, 9°, § 2, 7°, ou 3bis du décret :

- 1° organise un ou plusieurs entretiens individuels préliminaires avec le parent détenu afin de prendre connaissance de sa demande et de pouvoir en assurer un suivi adéquat;
- 2° assure l'accueil et l'accompagnement des enfants dans l'établissement lors des visites de ceux-ci à leur parent détenu;
- 3° organise avec le parent détenu des suivis individuels pour l'accompagner dans le travail de lien avec l'enfant, et éventuellement dans la rupture de ce lien;
- 4° dans la mesure du possible, met en place des groupes de parole rassemblant des parents détenus en vue d'assurer un échange sur leur rôle de parents;
- 5° collabore avec les différents intervenants des établissements, les services publics et privés en relation avec l'enfant et ses proches, susceptibles d'apporter une contribution à l'accomplissement de leur mission, dans le respect des décisions judiciaires concernant l'enfant;
- 6° organise, dans la mesure du possible, un entretien avec l'enfant et la personne qui en a la garde.

Le service d'aide sociale aux détenus et le service-lien exercent leurs missions en soutien et en concertation mutuelles. ».

**Art. 18.** A l'article 17, 1°, du même arrêté, les termes « avant le 1<sup>er</sup> mars » sont remplacés par les termes « avant le 31 mars ».

**Art. 19.** L'article 18 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Dans la limite des crédits disponibles, une subvention destinée aux frais de personnel est allouée au service d'aide sociale aux détenus en fonction de la catégorie dont il relève.

Cette subvention est calculée comme suit :

- pour un service en catégorie A : un équivalent temps plein travailleur social;
- pour un service en catégorie B : 1,5 équivalent temps plein travailleur social;
- pour un service en catégorie C : 1,5 équivalent temps plein travailleur social et 0,5 équivalent temps plein licencié;
- pour un service en catégorie D : 1,5 équivalent temps plein travailleur social, 0,5 équivalent temps plein licencié et 0,5 travailleur administratif;
- pour un service en catégorie E : 1,5 équivalent temps plein travailleur social, 1 équivalent temps plein licencié et 0,5 travailleur administratif;

§ 2. Dans la limite des crédits disponibles, une subvention destinée aux frais de personnel est allouée au service-lien pour un équivalent temps plein travailleur social et un équivalent temps plein licencié.

§ 3. Les subventions visées aux §§ 1 et 2 sont plafonnées aux accords-cadre pour le secteur non-marchand de la Communauté française.

§ 4. La subvention allouée au service d'aide sociale aux détenus est augmentée d'un montant de 6.250 euros indexable par tranche entamée de 10 % de surpopulation, à partir de 110 %.

La surpopulation est calculée selon la formule suivante :

$$100 + \frac{x}{y}$$

x = nombre moyen annuel de détenus calculé sur une période de référence du 1<sup>er</sup> juin au 31 mai sur base des chiffres communiqués par le SPF Justice

y = nombre maximum de détenus dans la catégorie dont le service relève.

§ 5. Sont admissibles pour la justification de la subvention visée au § 1<sup>er</sup> :

- le paiement des rémunérations calculées suivant les échelles barémiques définies à l'annexe 1, plafonnées aux pourcentages définis par les accords-cadre pour le secteur non-marchand de la Communauté française, en ce compris l'ancienneté pécuniaire calculée sur base des dispositions de l'annexe 2;
- le paiement des charges patronales afférentes à ces rémunérations;
- la partie de la rémunération et des charges patronales légales qui incombent au service en complément de l'intervention des pouvoirs publics, dans le cadre de programme de remise au travail. ».

**Art. 20.** L'article 18bis du même arrêté est abrogé.

**Art. 21.** L'article 19 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Dans la limite des crédits disponibles, une subvention destinée à couvrir des frais de fonctionnement égale à 17,5 % de la subvention pour frais de personnel visée à l'article 18 est allouée à chaque service.

§ 2. Sont admissibles pour la justification de la subvention pour frais de fonctionnement, les dépenses suivantes :

1° les frais d'occupation des immeubles, notamment les loyers, charges locatives et frais de déménagement, frais de surveillance;

2° lorsque le service est propriétaire des immeubles qu'il occupe, la dotation aux amortissements sur immobilisations corporelles afférente aux immeubles précités. Le taux d'amortissement est fixé à 3,333 %. Un taux d'amortissement de 10 ou 6,666 % peut être pris en considération pour les aménagements ou gros travaux d'entretien des immeubles;

3° les frais de produits d'entretien;

4° les frais d'entretien des locaux;

5° les frais d'eau, d'énergie et de combustibles;

6° les fournitures de bureau, de téléphonie, de fax, de timbres, de papier;

7° les frais d'assurances non relatives au personnel, soit les assurances incendie, vol, responsabilité civile obligatoire des services, véhicules, matériel de bureau et informatique;

8° les frais juridiques dans le cadre de la défense des membres du personnel par rapport aux bénéficiaires de l'aide apportée par le service;

9° les frais de personnel qui visent la prise en charge des coûts du personnel excédant le calcul de la subvention visée à l'article 18, § 1<sup>er</sup> et 2;

10° les honoraires de vérification ou de certification des comptes annuels;

11° les frais de secrétariat social, à savoir le calcul des salaires, les formalités liées au paiement des salaires et à accomplir dans le cadre de la législation sociale et fiscale, le soutien logistique et juridique; sur base de factures dûment établies, ces frais sont couverts par la subvention à concurrence de 188,77 euros indexables, à majorer de la T.V.A., par travailleur et par année;

12° les frais de formation continue du personnel en Belgique;

13° les honoraires des superviseurs et formateurs;

14° les frais de déplacements de service et les frais de missions du personnel, en Belgique, sur la base du tarif kilométrique applicable au personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française. Le subventionnement des frais de déplacements à l'étranger est subordonné à l'accord préalable de l'administration;

15° les frais d'annonces, de publicités et de documentation;

16° les frais d'évacuation des déchets;

17° les frais de matériel psychologique et d'activités socio-culturelles;

18° la dotation aux amortissements sur immobilisations corporelles afférente au mobilier, matériel et autres équipements. Le taux d'amortissement est fixé à 20 % pour le matériel fixe et roulant ainsi que pour le mobilier et le matériel de bureau. Il est fixé à 33,33 % pour les matériels informatiques et software;

19° les taxes et redevances. ».

**Art. 22.** L'article 20 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Pour les services d'aide sociale aux détenus, les subventions visées aux articles 18 et 19 sont majorées des montants suivants indexables :

1° pour l'exercice des missions visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 9°, et § 2, 7°, du décret :

a) pour un service en catégorie A : 4.316 euros;

b) pour un service en catégorie B : 6.473 euros;

c) pour un service en catégorie C : 8.631 euros;

d) pour un service en catégorie D : 10.789 euros;

e) pour un service en catégorie E : 12.947 euros;

2° pour l'exercice des missions visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 10°, du décret :

a) pour un service en catégorie A : 2.158 euros;

b) pour un service en catégorie B : 4.316 euros;

c) pour un service en catégorie C : 6.473 euros;

d) pour un service en catégorie D : 8.631 euros;

e) pour un service en catégorie E : 10.789 euros.

§ 2. Sont admissibles pour la justification des montants visés au § 1<sup>er</sup>, les frais de personnel tels que visés à l'article 18, § 5, et les frais de fonctionnement tels que visés à l'article 19, § 2. ».

**Art. 23.** L'article 21 du même arrêté est abrogé.

**Art. 24.** L'article 22 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. La subvention visée à l'article 18, § 1<sup>er</sup>, est indexée annuellement conformément à la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public, telle que modifiée.

Le montant de cette subvention est lié à l'indice-pivot 138,01; le coefficient d'indexation 1,0000 correspond aux montants indexés au 1<sup>er</sup> janvier 1990.

§ 2. Les montants visés aux articles 18, § 4, et 20 sont indexés au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année selon la formule suivante : montant de base x indice-santé du mois de décembre de l'année précédente divisé par l'indice santé du mois de décembre 2001. ».

**Art. 25.** L'article 23 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Une avance annuelle correspondant à 85 % des subventions visées aux articles 18 à 20 est accordée au service dans le courant du premier trimestre de l'année.

Le solde est liquidé dans les deux mois de la présentation et de l'approbation des justificatifs des dépenses et des documents visés à l'article 17, 1°. ».

**Art. 26.** A l'article 24 du même arrêté, les termes « ou service-lien » sont supprimés.

**Art. 27.** Dans le même arrêté, la section 4 du Chapitre IV et les articles 25 et 26 sont abrogés.

**Art. 28.** A l'article 28, 3°, du même arrêté, les termes « et de l'administration » sont remplacés par les termes « et des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française ».

**Art. 29.** L'article 31 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« Cette appellation figure explicitement sur tous les courriers ou moyens de communication utilisés par le service dans le cadre de l'exercice de ses activités. ».

**Art. 30.** L'annexe 1 du même arrêté est remplacée par la disposition suivante :

Annexe 1

**Echelles barémiques de rémunération justifiant l'utilisation de la subvention visée à l'article 18 de l'arrêté du 13 décembre 2001 portant exécution du décret du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale**

Base annuelle à 100 % au 1<sup>er</sup> janvier 1990, en euros.

Ancienneté	Licencié	Travailleur social	Travailleur administratif
0	21.439	16.627	13.838
1	22.288	17.838	15.003
2	22.288	17.838	15.133
3	22.908	18.376	15.263
4	22.908	18.376	15.393
5	23.529	18.913	15.522
6	23.529	18.913	15.836
7	24.149	21.555	16.150
8	24.149	21.555	16.464
9	24.770	22.103	16.777
10	25.135	22.469	17.450
11	25.756	23.017	17.763
12	25.756	23.017	18.077
13	26.376	23.566	18.391
14	26.376	23.566	18.704
15	26.996	24.114	19.018
16	26.996	26.003	19.332
17	27.617	26.552	19.650
18	27.617	26.552	19.970
19	28.237	27.100	20.290
20	28.237	27.100	20.610
21	28.858	27.649	20.930
22	28.858	27.649	21.250
23	29.478	28.197	21.569
24	29.478	28.197	21.889
25	30.098	28.746	22.209
26	30.098	28.746	22.529
27	30.719	29.294	22.849
28	30.719	29.294	23.169
29	30.719	29.294	23.489

**Art. 31.** A l'intitulé de l'annexe 2 du même arrêté, les termes « 28, 2<sup>o</sup> » sont remplacés par les termes « 18, § 5 ».

**Art. 32.** L'annexe 3 du même arrêté, modifiée les 20 novembre 2003, 10 juin 2004, 16 décembre 2005, 24 novembre 2006, le 19 octobre 2007 et le 12 septembre 2008, est abrogée.

**Art. 33.** § 1<sup>er</sup>. Les services de l'aide sociale aux détenus agréés sur base de la réglementation antérieure restent agréés pour la durée de leur agrément jusqu'au moment de leur nouvel agrément sur base du présent arrêté.

§ 2. Pour l'année 2009, si l'avance calculée sur base des dispositions du présent arrêté est supérieure à l'avance déjà octroyée, un complément d'avance est versé au service d'aide sociale aux détenus.

§ 3. Pour l'année 2009, l'avance octroyée au service-lien tient compte de l'avance octroyée à celui-ci dans le cadre des subventions pour projet particulier visées à l'article 9 du décret.

**Art. 34.** Le Ministre ayant l'aide sociale aux détenus dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 35.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Bruxelles, le 14 mai 2009.

Par le Gouvernement de la Communauté française :  
La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 3482

[C — 2009/29548]

**14 MEI 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2001 tot uitvoering van het decreet van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het decreet van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie, zoals gewijzigd bij de decreten van 28 april 2004 en 19 februari 2009;

Gelet op het besluit van de Regering van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2001 tot uitvoering van het decreet van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 maart 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 13 maart 2009;

Gelet op het advies nr.46.314/4 van de Raad van State, verleend op 29 april 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister tot wier bevoegdheid de hulpverlening aan de gedetineerden behoort;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2001 tot uitvoering van het decreet van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie, gewijzigd bij het besluit van 10 juni 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 4° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4° dienst voor sociale hulp aan de gedetineerden : de dienst voor sociale hulp aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie; »;

2° punt 5° wordt opgeheven;

3° er wordt een punt 7° ingevoegd, luidend als volgt :

« 7° dienst : de dienst voor sociale hulp aan de gedetineerden of de contactdienst. ».

**Art. 2.** In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij § 1, eerste lid, worden de woorden « aanvraag om erkenning » vervangen door de woorden « met het oog op het bekomen van de erkenning als dienst voor sociale hulp aan de gedetineerden »;

2° bij § 1, tweede lid, 6°, 7°, 11° en 12°, worden de woorden « of contactdienst » geschrapt;

3° bij § 1, tweede lid, 9°, wordt in de Franse tekst het woord « bénévoles » vervangen door het woord « volontaires »;

4° bij § 1n tweede lid, 10°, 11° en 12°, worden de woorden « voor sociale hulp aan de gedetineerden » ingevoegd na het woord « de dienst »;

5° de paragraaf 1bis wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De aanvraag om de erkenning te bekomen als contactdienst wordt per ter post aangetekende brief ingediend bij het bestuur. Er wordt een afschrift ervan aan de Minister gestuurd.

Het dossier van de aanvraag om erkenning bevat :

1° een nota die omstandig de behoefte van de contactdienst, zijn doelstellingen, de gebruikte werkmethode, de aard van de voorgestelde hulp, de te ontwikkelen samenwerking met de instellingen die kunnen meewerken om de gedetineerden en hun familieleden te helpen, inzonderheid met de sociale hulp aan de gedetineerden in het kader van hun opdracht bedoeld bij artikel 3, § 1, 9° van het decreet, alsmede de planning van de actie met het oog op haar uitvoering, vastlegt;

2° de statuten van de inrichtende macht;

3° de beschrijving van de taken van de contactdienst en de nadere regels volgens welke hij voor de supervisie van het personeel en de evaluatie van zijn actie zorgt;

4° de samenstelling van de bestuursorganen;

5° de identiteit van de persoon die de contactdienst vertegenwoordigt alsmede haar personalia;

6° het adres van de contactdienst;

7° de naam, bekwaamheidsbewijzen, diploma's en ambten van de personeelsleden;

8° een afschrift van de arbeidsovereenkomsten gesloten met de personeelsleden en van de afspraken gesloten met de vrijwilligers;

9° de vermelding van de inrichtingen verbonden met de contactdienst;

10° de vermelding van andere mogelijke bronnen voor de subsidiëring van de contactdienst;

11° de openingsdagen en -uren van de contactdienst;

12° het huishoudelijk reglement. ».

6° paragraaf 2 wordt door de volgende wijziging vervangen :

« In geval van verlenging van de erkenning, bevat het dossier ingediend door de dienst voor sociale hulp aan de gedetineerden een geactualiseerde globale nota waarin de documenten bedoeld bij § 1, tweede lid, 1° en 2°, en de documenten bedoeld bij § 1, tweede lid, 3° tot 13°, opgenomen worden.



In geval van verlenging van de erkenning, bevat het dossier ingediend door de contactdienst een geactualiseerde globale nota waarin de documenten bedoeld bij § 1bis, tweede lid, 1°, alsook een actualisering van de documenten bedoeld bij § 1bis, tweede lid, 2° tot 12°, opgenomen worden.

**Art. 3.** Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Binnen de tien dagen van de ontvangst van de aanvraag, stuurt de administratie een ontvangstbewijs aan de dienst.

De administratie kijkt na of de aanvraag volledig is en eist van de dienst, indien nodig, de ontbrekende stukken of informatie.

Binnen de vijftien dagen van de ontvangst van de ontbrekende stukken of inlichtingen, stuurt de administratie een brief aan de dienst waarin ze hem ervan op de hoogte brengt dat het dossier volledig is. ».

**Art. 4.** In artikel 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « bedoeld in artikel 4 » vervangen door de woorden « waarin vermeld wordt dat de aanvraag volledig is »;

2° het tweede lid van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende bepaling : « Bij gebreke daaraan wordt de procedure voortgezet. ».

**Art. 5.** In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « van de ontvangst van het advies van de Commissie. » vervangen door de woorden « ofwel van de ontvangst van het advies van de Commissie, ofwel vanaf de dag waarop, met toepassing van artikel 5, tweede lid, de procedure voortgezet wordt. »;

2° in het tweede lid, worden de woorden « De beslissing wordt aan de dienst bekendgemaakt bij ter post aangetekende brief. » vervangen door de woorden « De beslissing wordt door de Minister aan de dienst bekendgemaakt bij ter post aangetekende brief. ».

**Art. 6.** Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Ten laatste zes maanden voor het einde van de voorlopige erkenning van een dienst, richt de administratie een omslachtig verslag betreffende de werking van de dienst aan de Minister.

Op basis van dit verslag, verlengt de Minister al dan niet de voorlopige erkenning.

Ingeval de administratie een negatief verslag verzendt omtrent de dienst, brengt de Minister deze dienst ervan op de hoogte per aangetekende brief ten laatste drie maanden voor het einde van de voorlopige erkenning en vraagt hij gelijktijdig een advies aan de Commissie. Deze beschikt over één maand vanaf de datum van de ontvangst van de aanvraag om advies van de Minister. Bij gebreke daaraan wordt de procedure voortgezet.

Op basis van deze adviezen, geeft de Minister kennis van zijn beslissing aan de dienst ten laatste één maand voor het einde van de voorlopige erkenning. « .

**Art. 7.** Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer de Minister de erkenning beslist in te trekken op basis van een verslag van de administratie, brengt hij de dienst ervan op de hoogte bij een ter post aangetekende brief. De brief vermeldt de redenen van de intrekking.

De dienst beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf de datum van verzending van de brief om zijn opmerkingen schriftelijk mede te delen aan de Minister. ».

**Art. 8.** Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De brief bedoeld bij artikel 9 alsook de mogelijke opmerkingen van de dienst worden aan de Commissie overgezonden binnen de maand volgend op de ontvangst van deze opmerkingen of volgend op de afloop van de termijn bedoeld in artikel 9, tweede lid. ».

**Art. 9.** In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de woorden « het voorstel van intrekking bedoeld » vervangen door de woorden « de documenten bedoeld ».

**Art. 10.** In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met de volgende bepaling : « of ten laatste binnen de zes maanden van de datum van ontvangst door de dienst van de brief bedoeld bij artikel 9, eerste lid »;

2° in het tweede lid, worden de woorden « Van de beslissing tot intrekking wordt aan de (dienst of contactdienst) bij een ter post aangetekende brief kennisgegeven » vervangen door de woorden « Van de beslissing tot intrekking wordt door de Minister aan de dienst bij een ter post aangetekende brief kennisgegeven ».

**Art. 11.** In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, worden de woorden « binnen de twee maanden » vervangen door de woorden « binnen de vijftien werkdagen »;

2° het tweede lid wordt aangevuld met de volgende bepaling : « Deze termijn loopt echter niet in juli en augustus »;

3° er wordt een vierde lid ingevoegd, luidend als volgt : « De verzoeker wordt gehoord door de Regering of door de administratie op delegatie van de Regering. Er wordt een proces-verbaal van verhoor opgesteld en getekend door beide partijen. ».

**Art. 12.** Artikel 14 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Van de beslissing van de Regering wordt per aangetekende brief aan de dienst kennisgegeven binnen de drie maanden van de datum van indiening van het beroep bedoeld bij artikel 13. ».

**Art. 13.** In hetzelfde besluit worden, na artikel 14, een Afdeling 3/1 en een artikel 14/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Afdeling 3/1. — Beëindiging van de erkenning als dienst voor sociale hulp aan de gedetineerden

Art. 14/1. De erkenning en de subsidies die ermee gepaard gaan en die toegekend worden aan de dienst voor sociale hulp aan de gedetineerden neemt een einde wanneer de inrichting gevestigd in het gerechtelijke arrondissement waar hij zijn activiteiten uitoefent onbewoonbaar verklaard wordt en een nulstaand vermogen heeft. Nochtans wordt

een subsidie berekend op basis van de bepalingen bedoeld bij de Afdeling 2 van Hoofdstuk IV tot dekking van een periode van zes maanden die uitwerking hebben met ingang van de datum van het einde van de erkenning aan de dienst voor sociale hulp aan de gedetineerden toegekend om de verplichtingen van dienst te dekken inzake sluiting en afdanking.

Gedurende de periode bedoeld bij het tweede lid, zorgt de dienst voor sociale hulp aan de gedetineerden, in functie van de beschikbare personeelsleden, voor de aangepaste begeleiding van de personen die met hem contact opnemen, desnoods door de heroriëntatie van de gedetineerden en hun naasten naar een dienst voor sociale hulp aan de gedetineerden van een aangrenzend gerechtelijk arrondissement. ».

**Art. 14.** In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « en zijn erkenning te behouden » ingevoegd na de woorden « om erkend te worden »;

2° in het eerste lid, 1°, worden de woorden « een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs » vervangen door de woorden « een bekwaamheidsbewijs van bachelor »;

3° in het eerste lid, 2°, worden de woorden « diploma van opvoeder » vervangen door de woorden « een diploma van bachelor opvoeder »;

4° in het eerste lid, 2°, worden de woorden « diploma van maatschappelijk assistent of assistent in de psychologie » vervangen door de woorden « diploma van bachelor maatschappelijk assistent of bachelor assistent in de psychologie »;

5° in het eerste lid, 3°, worden de woorden « over een diploma van licentiaat » vervangen door de woorden « over een master of een licentiaat »;

6° in het tweede lid, worden de woorden « artikel 5 van het decreet » vervangen door de woorden « artikel 7bis van het decreet » en de woorden « en zijn erkenning te behouden » ingevoegd na de woorden « om erkend te worden ».

**Art. 15.** Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. In functie van het vermogen inzake gedetineerden van het geheel van de inrichtingen gevestigd in het gerechtelijke arrondissement waarvoor hij erkend wordt, ressorteert de dienst voor sociale hulp aan de gedetineerden van de volgende categorie :

1° categorie A : van 1 tot 150 gedetineerden;

2° categorie B : van 151 tot 300 gedetineerden;

3° categorie C : van 301 tot 450 gedetineerden;

4° categorie D : van 451 tot 600 gedetineerden;

5° categorie E : meer dan 600 gedetineerden.

Het bij het eerste lid bedoeld vermogen wordt bepaald op basis van de cijfers meegedeeld door de Federale Overheidsdienst Justitie.

§ 2. Wanneer een dienst voor sociale hulp aan de gedetineerden zijn medewerking uitstrekt tot een ander gerechtelijk arrondissement, met toepassing van artikel 5, 7°, van het decreet, wordt een overeenkomst gesloten tussen de betrokken diensten voor hulp aan de gedetineerden, waarin inzonderheid vermeld wordt het vermogen inzake ten laste genomen gedetineerden door iedere dienst voor hulp aan de gedetineerden. Deze overeenkomst wordt ter goedkeuring aan de Minister voorgelegd, bij elke aanvraag of vernieuwing van de erkenning.

§ 3. Volgens de categorie waaronder hij ressorteert, wordt de dienst voor hulp aan de gedetineerden ertoe gehouden minimum te werk te stellen :

1° voor categorie A : een voltijds equivalent maatschappelijk werker of licentiaat;

2° voor categorie B : anderhalf voltijds equivalent maatschappelijk werker of licentiaat;

3° voor categorie C : twee voltijdse equivalenten maatschappelijk werker of licentiaat, waarvan minstens een half voltijds equivalent licentiaat;

4° voor categorie D : een voltijds equivalent maatschappelijk werker of licentiaat, waarvan minstens een half voltijds equivalent licentiaat en een kwart voltijds equivalent administratief werker;

5° voor categorie E : een voltijds equivalent maatschappelijk werker of licentiaat, waarvan minstens een voltijds equivalent licentiaat en een half voltijds equivalent administratief werker.

§ 4. De contactdienst wordt ertoe gehouden minimum één voltijds equivalent maatschappelijk werker en één voltijds equivalent licentiaat te gebruiken. ».

**Art. 16.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 16/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 16/1. Binnen de perken van de bezetting van de lokalen van de inrichting(en) waar hij zijn opdrachten uitoefent, zorgt de dienst voor hulp aan de gedetineerden binnen deze inrichting(en) voor een aanwezigheid van een minimale duur van :

— voor een dienst in categorie A : 12 uur per week;

— voor een dienst in categorie B : 18 uur per week;

— voor een dienst in categorie C : 24 uur per week;

— voor een dienst in categorie D : 30 uur per week;

— voor een dienst in categorie E : 36 uur per week.

Gedurende de periodes van wettelijk verlof, wordt gezorgd voor een aanwezigheid van een minimale duur van 4 uur per week door de diensten voor sociale hulp aan de gedetineerden in de categorieën A en B en van 12 uur door de diensten voor sociale hulp aan de gedetineerden in de categorieën C, D en E, binnen de perken van de verloven van de personeelsleden. ».

**Art. 17.** In hetzelfde besluit, na artikel 16/1, wordt een Hoofdstuk III/1 en een artikel 16/2, luidend als volgt, ingevoegd :

« Hoofdstuk III/1 – Nadere regels voor de tussenkomst van de dienst in het kader van de opdracht bedoeld bij de artikelen 3, § 1, 9°, § 2, 7°, of 3bis van het decreet

Art. 16/2. De dienst die de opdracht bedoeld bij de artikelen 3, § 1, 9°, § 2, 7°, of 3bis van het decreet uitoefent :

1° organiseert één of meerdere voorafgaande individuele onderhoudssessie(s) met de gedetineerde ouder zodat hij kennis zou nemen van zijn aanvraag en om te kunnen zorgen voor een aangepaste begeleiding;

2° zorgt voor de opvang en de begeleiding van de kinderen in de inrichting bij de bezoeken gebracht aan hun gedetineerde ouder;

3° organiseert met de gedetineerde ouder individuele follow-ups om hem te begeleiden in het contactwerk met het kind, en eventueel de verbreking van dit contact;

4° in de mate van het mogelijke, stelt spreekgroepen in met gedetineerde ouders met als doel het zorgen voor een uitwisseling over hun rol als ouder;

5° werkt samen met de verscheidene tussenkomende personen van de inrichtingen, de openbare en private diensten in verband met het kind en zijn naasten, die zouden kunnen bijdragen tot de verwezenlijking van hun opdracht, met inachtneming van de gerechtelijke beslissingen betreffende het kind;

6° organiseert, in de mate van het mogelijke, een onderhoud met het kind en de persoon die er de wacht van heeft.

De dienst voor sociale hulp aan de gedetineerden en de contactdienst oefenen hun ambt uit in onderlinge bijstand en overleg. ».

**Art. 18.** In artikel 17, 1°, van hetzelfde besluit, worden de woorden « voor 1 maart » vervangen door de woorden « voor 31 maart ».

**Art. 19.** Artikel 18 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten, wordt een subsidie bestemd voor de personeelskosten toegekend aan de dienst voor sociale hulp aan de gedetineerden in functie van de categorie waaronder hij ressorteert.

Deze subsidiëring wordt berekend als volgt :

— voor een dienst in categorie A : een voltijds equivalent maatschappelijk werker;

— voor een dienst in categorie B : een anderhalf voltijds equivalent maatschappelijk werker;

— voor een dienst in categorie C : een anderhalf voltijdse equivalent maatschappelijk werker en een half voltijds equivalent licentiaat;

— voor een dienst in categorie D : een anderhalf voltijdse equivalent maatschappelijk werker, een half voltijds equivalent licentiaat en een half voltijds equivalent administratief werker;

— voor een dienst in categorie E : een anderhalf voltijdse equivalent maatschappelijk werker, een half voltijds equivalent licentiaat en een half voltijds equivalent administratief werker.

§ 2. Binnen de perken van de beschikbare kredieten, wordt een subsidie bestemd voor de personeelskosten toegekend aan de contactdienst voor een voltijds equivalent maatschappelijk werker en een voltijds equivalent licentiaat.

§ 3. De subsidies bedoeld bij de §§ 1 en 2 hebben een maximum gelijk aan dat van de kaderovereenkomsten voor de non-profit sector van de Franse Gemeenschap.

§ 4. De subsidie toegekend aan de dienst voor sociale hulp aan de gedetineerden wordt vermeerderd met een bedrag van 6.250 indexeerbare euro per begonnen schijf van 10 % van overbevolking, vanaf 110 %.

De overbevolking wordt berekend met inachtneming van de volgende formule :

$$100 + \frac{x}{y}$$

x = het jaarlijkse gemiddelde aantal gedetineerden berekend op een referentieperiode van 1 juni tot 31 mei op basis van de cijfers meegedeeld door de Federale Overheidsdienst Justitie.

y = maximum aantal gedetineerden in de categorie waaronder de dienst ressorteert.

§ 5. Komen in aanmerking voor de verantwoording van de subsidie bedoeld bij § 1 :

— de betaling van de bezoldigingen berekend volgens de baremaschalen bepaald in bijlage 1, met een maximum gelijk aan de percentages bepaald door kaderovereenkomsten voor de non-profit sector van de Franse Gemeenschap, met inbegrip van de geldelijke anciënniteit berekend op basis van de bepalingen van bijlage 2;

— de betaling van de werkgeverslasten met betrekking tot deze bezoldigingen;

— het deel van de bezoldiging en de wettelijke werkgeverslasten waarvoor de dienst moet instaan ter aanvulling van de tegemoetkoming van de overheid, in het kader van het programma voor hernieuwde tewerkstelling. ».

**Art. 20.** Artikel 18bis van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 21.** Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten, wordt aan iedere dienst een subsidie toegekend bestemd voor de dekking van de werkingskosten die gelijk is aan 17,5 % van de subsidie voor personeelskosten bedoeld bij artikel 18.

§ 2. Komen in aanmerking voor de verantwoording van de subsidie voor werkingskosten, de volgende uitgaven :

1° de kosten voor de bezetting van de gebouwen, inzonderheid de huurkosten, huurlasten en verhuizingskosten, de toezichtskosten;

2° wanneer de dienst eigenaar is van de gebouwen die hij bezet, de dotatie voor afschrijvingen op vaste activa met betrekking tot de voornoemde gebouwen. De vastleggingsratio wordt bepaald op 3,333 %. Er kan een vastleggingsratio van 10 tot 6,666 % in aanmerking genomen worden voor de verbouwing of de grote onderhoudswerken aan de gebouwen;

3° de kosten voor de onderhoudsproducten;

4° de kosten voor het onderhoud van de lokalen;

5° de kosten voor water-, energie- en brandstofconsumptie;

6° de benodigdheden voor het bureau, de telefoon, de fax, de zegels, het papier;

7° de verzekeringskosten die niet betrekking hebben op het personeel, d.w.z. de verzekering tegen brand, diefstal, ter dekking van de verplichte burgerlijke aansprakelijkheid van diensten, voertuigen, bureaumateriaal en informatica;

8° de rechtskosten in het kader van de verdediging van de personeelsleden in verband met de begunstigden die de hulpverlening genieten van de dienst;

9° de personeelskosten die betrekking hebben op de tenlasteneming van de personeelskosten die de berekening van de subsidie bedoeld bij artikel 18, § 1 en 2 overschrijden;

10° de honoraria voor de verificatie en de certificatie van de jaarrekeningen;

11° de kosten wegens het sociale secretariaat, d.w.z. de berekening van de lonen, de formaliteiten in verband met de uitbetaling van de lonen en te verrichten in het kader van de sociale en fiscale wetgeving, de logistieke en juridische steun; op basis van degelijk opgestelde facturen worden deze kosten gedekt door de subsidie ten belope van 188,77 indexeerbare euro, te vermeerderen met de BTW, per werknemer en per jaar;

12° de kosten voor de voortgezette vorming van het personeel in België;

13° de honoraria van de supervisors en opleiders;

14° de kosten voor dienstverplaatsingen en de kosten voor de opdrachten van de personeelsleden, in België, op basis van het kilometertarief dat van toepassing is op het personeel van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap. De subsidiëring van de kosten voor verplaatsingen in verband met het buitenland wordt ondergeschikt aan de voorafgaande toestemming van de administratie;

15° de aankondigings-, reclame- en documentatiekosten;

16° de kosten voor het wegvoeren van de vuilnis;

17° de kosten voor psychologisch materiaal en socio-culturele activiteiten;

18° de dotatie voor de dotatie voor afschrijvingen op vaste activa met betrekking tot het meubilair, het materiaal en de andere uitrusting. De vastleggingsratio wordt bepaald op 20 % voor het onroerende en roerende materiaal alsook voor het meubilair en het bureau materiaal Deze ratio wordt op 33,33 % bepaald voor het computermateriaal- en software;

19° de belastingen en abonnementen. ».

**Art. 22.** Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Voor de diensten voor sociale hulp aan de gedetineerden, worden de subsidies bedoeld bij de artikelen 18 en 19 vermeerderd met de volgende indexeerbare bedragen :

1° voor de uitoefening van de opdrachten bedoeld bij artikel 3, § 1, 9°, en § 2, 7°, van het decreet :

a) voor een dienst in categorie A : 4.316 euro;

b) voor een dienst in categorie B : 6.473 euro;

c) voor een dienst in categorie C : 8.631 euro;

d) voor een dienst in categorie D : 10.789 euro;

e) voor een dienst in categorie E : 12.947 euro;

2° voor de uitoefening van de opdrachten bedoeld bij artikel 3, § 1, 10°, van het decreet :

a) voor een dienst in categorie A : 2.158 euro;

b) voor een dienst in categorie B : 4.316 euro;

c) voor een dienst in categorie C : 6.473 euro;

d) voor een dienst in categorie D : 8.631 euro;

e) voor een dienst in categorie E : 10.789 euro.

§ 2. Komen in aanmerking voor de verantwoording van de bedragen bedoeld bij § 1, de personeelskosten zoals bedoeld bij artikel 18, § 5, en de werkingskosten zoals bedoeld bij artikel 19, § 2. ».

**Art. 23.** Artikel 21 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 24.** Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 1. De subsidie bedoeld bij artikel 18, § 1, wordt jaarlijks geïndexeerd overeenkomstig de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, zoals gewijzigd.

Het bedrag van deze subsidie wordt gekoppeld aan de spilindex 138,01; de indexatiecoëfficiënt 1,0000 stemt overeen met de bedragen geïndexeerd op 1 januari 1990.

§ 2. De bedragen bedoeld bij de artikelen 18, § 4, en 20 worden op 1 januari van elk jaar geïndexeerd volgens de formule : basisbedrag x gezondheidsindexcijfer van de maand december van het vorig jaar gedeeld door het gezondheidsindexcijfer van de maand december 2001. ».

**Art. 25.** Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Er wordt een jaarlijks voorschot toegekend dat overeenstemt met 85 % van de subsidies bedoeld bij de artikelen 18 tot 20 aan de dienst gedurende het eerste kwartaal van het jaar.

Het saldo wordt vereffend binnen de twee maanden van de indiening en de goedkeuring van de verantwoordingsstukken voor de uitgaven en van de documenten bedoeld bij artikel 17, 1°. ».

**Art. 26.** In artikel 24 van hetzelfde besluit worden de woorden « of contactdienst » geschrapt.

**Art. 27.** In hetzelfde besluit, worden afdeling 4 van Hoofdstuk IV en de artikelen 25 en 26 opgeheven.

**Art. 28.** In artikel 28, 3°, van hetzelfde besluit, worden de woorden « en van de administratie » vervangen door de woorden « en van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap ».

**Art. 29.** Artikel 31 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Deze benaming wordt uitdrukkelijk vermeld op alle brieven en communicatiemededelingen gebruikt door de dienst in het kader van de uitoefening van zijn activiteiten. ».

**Art. 30.** Bijlage 1 bij hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

Bijlage 1

**Bezoldigingsbaremaschalen ter verantwoording van de subsidie bedoeld bij artikel 18 van het besluit van de Regering van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2001 tot uitvoering van het decreet van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie**  
Jaarlijkse basis tegen 100 % op 1 januari 1990, in euro

Anciënniteit	Licentiaat	Maatschappelijk werker	Administratief werker
0	21.439	16.627	13.838
1	22.288	17.838	15.003
2	22.288	17.838	15.133
3	22.908	18.376	15.263
4	22.908	18.376	15.393
5	23.529	18.913	15.522
6	23.529	18.913	15.836
7	24.149	21.555	16.150
8	24.149	21.555	16.464
9	24.770	22.103	16.777
10	25.135	22.469	17.450
11	25.756	23.017	17.763
12	25.756	23.017	18.077
13	26.376	23.566	18.391
14	26.376	23.566	18.704
15	26.996	24.114	19.018
16	26.996	26.003	19.332
17	27.617	26.552	19.650
18	27.617	26.552	19.970
19	28.237	27.100	20.290
20	28.237	27.100	20610
21	28.858	27.649	20.930
22	28.858	27.649	21.250
23	29.478	28.197	21.569
24	29.478	28.197	21.889
25	30.098	28.746	22.209
26	30.098	28.746	22.529
27	30.719	29.294	22.849
28	30.719	29.294	23.169
29	30.719	29.294	23.489

**Art. 31.** In het opschrift van de bijlage 2 van hetzelfde besluit, worden de woorden « 28,2° » vervangen door de woorden « 18, § 5 ».

**Art. 32.** Bijlage 3 bij hetzelfde besluit, gewijzigd op 20 november 2003, 10 juni 2004, 16 december 2005, 24 november 2006, 19 oktober 2007 en 12 september 2008, wordt opgeheven.

**Art. 33.** § 1. De diensten voor sociale hulp aan de gedetineerden erkend op basis van de vorige wetgeving behouden hun erkenning voor de duur van hun erkenning tot het ogenblik van hun nieuwe erkenning op basis van dit besluit.

§ 2. Voor het jaar 2009, indien het voorschot berekend op basis van de bepalingen van dit besluit hoger ligt dan het reeds toegekende voorschot, wordt een aanvulling van het voorschot gestort aan de sociale dienst voor hulp aan de gedetineerden.

§ 3. Voor het jaar 2009, houdt het voorschot toegekend aan de contactdienst rekening met het voorschot toegekend aan deze in het kader van de subsidies om bijzondere projecten bedoeld bij artikel 9 van het decreet.

**Art. 34.** De Minister tot wiens bevoegdheid de sociale hulp aan de gedetineerden behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 35.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2009.

Brussel, 14 mei 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK